

# Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

~ Editorial ~

---

**IL Y A TOUJOURS UN POSSIBLE  
DU COTE DES GENS,  
POUR LES DROITS POUR TOUS.**

**CE POSSIBLE EST POUR MAINTENANT,  
DES LORS QU'ON LE PENSE ET  
LE MET EN OEUVRE.**

---

Dans ces temps de crise, -(crise qui n'est pas qu'économique, mais aussi crise des possibles envisageables du côté des gens)-, comment maintenir la question des droits pour tous, du respect, de l'égalité ? par où, par quel travail, par quelle capacité à mettre en oeuvre cela passe-t-il ?

Ce N° 34 de "Ici, Ensemble" propose une série d'articles et de prises de position qui ont en leur coeur "**le possible aujourd'hui**".

## **1) Qu'appelons-nous "un possible" ?**

C'est la mise en oeuvre de principes qui parlent pour tous, dans des situations et des séquences précises. C'est notre méthode, celle que nous pratiquons et proposons pour aborder les questions de notre temps, du présent dans lequel nous vivons.

Nous dirons tout simplement qu'un possible existe et se déploie quand des gens présentent publiquement ce qu'ils veulent et pensent dans la situation. Et quand la décision est prise de tenir ce travail dans la durée.

Nous tâcherons aussi de montrer que ce possible trouve sa source dans une décision

et une volonté de chacun de mettre en oeuvre une pensée/action en prise sur le réel.

Ainsi, dans ce journal, certains présentent un commencement de travail sur la question du logement, d'autres s'entretiennent sur la polémique anti-musulmans et sur comment s'extraire du faux débat "pour ou contre l'islam" ; la question de "l'identité française" est analysée d'un point de vue radical, et un texte collectif prend position sur l'expulsion de Roms par des habitants de Marseille.

Tous ces textes sont le produit d'un travail, personnel et collectif, et visent à ouvrir, de façon concrète, sur des possibles dans des situations diverses.

## **2) Les droits des gens, les droits pour tous.**

Dans la période actuelle où la gauche est au pouvoir, nous voyons bien que sur le fond rien n'est près de bouger du côté de l'état (*toutes les lois et la plupart des mesures prises par le gouvernement précédent contre les gens sont restées opérationnelles.*), le seul changement, on le trouve dans la méthode pour obtenir un consensus.

A la différence de la période précédente, la proposition principale qui nous est faite est celle "d'Union Nationale", encadrée par la "morale républicaine" érigée en cadre et modèle de vie.

"Union nationale" dont chacun peut participer à partir du moment où il accepte la raison d'Etat, telle que les partis, gouvernants et autres nous l'assèment. Raison d'Etat qui, une fois de plus, fait peu de place aux gens et à leur vie, mais continue à faire une place de choix de plus en plus importante aux banques, aux profits, aux guerres.

Il n'est plus question de droit pour tous, mais bien plutôt d'une espèce d'abouement modernisé : le puissant (l'état) reconnaît ses obligés (les "bons" citoyens, ceux qui obéissent docilement aux principes de la morale républicaine).

Dans cette situation, tout possible autre que le ralliement à "l'Union Nationale" passe par

affirmer que le droit des gens, en situation (*école, logement, santé, papiers...*) est l'affaire des gens eux-mêmes : **ce n'est pas parce que l'état se retire, s'en désintéresse et marque sa rupture (souvent brutale) qu'il faut abdiquer là-dessus : les droits doivent être pour tous !**

## **3) La présentation des possibles du côté des gens.**

Un travail existe pour permettre cette présentation des possibles du côté des gens : des lieux, des tentatives, des interventions, des propositions. C'est cela que nous invitons chacun à faire, en son nom.

Pour mener ce travail, il est nécessaire de se dégager de certaines tendances d'aujourd'hui :

- le "mouvementisme" qui se nourrit d'un affrontement incessant avec l'Etat, et qui en dernier ressort empêche que les gens se constituent eux-mêmes, à partir de ce qu'ils pensent et veulent. Tendance répandue aujourd'hui chez de nombreux jeunes qui ne supportent plus, à juste titre, le monde tel qu'il va, mais qui en dernier ressort réduit les gens à une masse de manoeuvre à mobiliser contre les méfaits de l'état,
- la vieille division entre ce qui serait la théorie d'un côté et la pratique de l'autre, qui amène à une politique de salon, dans l'attente d'une grande idée que des intellectuels vont nous servir, et que nous aurons à appliquer,
- les vieilles recettes qui seraient issues d'un marxisme à rénover, très à la mode chez nombre d'universitaires, qui, pour certains, en font "un fond de commerce".

Autant de chemins, déjà tentés et explorés, et qui ont donné tout ce qu'ils ont pu. **Il s'agit maintenant de passer à autre chose, et pour cela d'inventer de nouvelles catégories et d'ouvrir de nouveaux possibles.**

Jean-Louis

---

***Avoir un projet sur la ville et son organisation,  
c'est prendre en compte la vie des gens,  
dans le respect de chacun***

---

1) Il y a de nombreuses familles et personnes non logées ou mal logées à Toulouse, ce n'est pas là un fait très nouveau si ce n'est que cela touche de plus en plus de gens.

Des évènements récents ont braqué les projecteurs sur ces situations : l'expulsion par la police des gens (familles et individus) qui occupaient un immeuble vide en ville (à l'initiative du CREA), situations des Roms obligés de vivre en camp de fortune (bords de Garonne etc...) et destructions de ces campements partout en France remettant les gens à la rue, sans rien et dans une précarité plus grande encore.

2) A Toulouse, depuis plusieurs années maintenant, la Mairie, l'Etat, le Conseil Général, ont mis en place ce qu'ils appellent

le GPV (Grand Projet de Ville). Ce projet a été présenté au départ comme une amélioration pour les habitants de la vie en ville, du cadre de vie, pour apporter de la "mixité sociale" etc... Quelques années plus tard qu'en est-il ?

Des centaines de logement en très bon état, spacieux et avec le confort moderne ont été détruits. Peu de reconstruction sur place ont eu lieu. Des logements, eux aussi en bon état, sont encore promis à la destruction prochainement.

Et les gens dans tout ça ? ce que devient le béton, c'est une chose, mais la vie des gens c'en est une autre. Peu de choses sont dites là-dessus, aucun bilan de ce que les habitants concernés pensent et veulent n'est proposé.

Quand on connaît le manque de logements sur la ville, c'est une aberration et un mépris affiché de la vie des gens de continuer ces destructions !

3) Ce que nous savons : des habitants qui au début sont partis contents de la Reynerie par exemple, sont aujourd'hui demandeurs

pour revenir sur le quartier, ou sont déjà revenus aux alentours.

Des personnes qui habitent des immeubles prévus à la destruction ne veulent pas partir, ou alors veulent être relogés sur place,

d'autres dont les immeubles ne sont pas encore prévus à la destruction se plaignent d'augmentations importantes des charges, ce qui les pousseraient à partir du quartier d'eux mêmes. Ceux qui ont été relogés plus loin se plaignent des loyers qui augmentent et ne correspondent plus à ce qu'ils payaient avant...

4) Pourquoi cette situation où des gens veulent revenir ou ne veulent plus partir ? Dans les discussions que nous avons, des personnes concernées disent que partir, leur

fait perdre leurs repères, qu'ils sont comme étrangers dans les nouveaux quartiers, qu'ils n'y retrouvent pas leur vie sociale et leur histoire construites après des années de vie ensemble dans un quartier, et que les problèmes qu'ils ont cru éviter les rattrapent : difficulté scolaire des enfants, vie difficile, délinquance...

Pour parler de cette situation, une amie dit : *"on nous prend notre histoire, c'est comme si on voulait nous faire accepter qu'on ne sera jamais d'ici"*. Un monsieur du quartier dit *"pendant longtemps j'ai eu honte de dire que j'habitais à la Reynerie, maintenant on veut que je sois de nulle part"*.

Si on y regarde de plus près, la destruction des campements de Roms avec toutes leurs affaires personnelles, c'est pareil en plus violent : c'est clairement pour leur signifier aussi qu'ils n'ont rien à faire ici, qu'ils ne comptent pas, que leur vie c'est zéro pour l'état et la société.

5) Bien sûr, tout le monde a bien compris maintenant que le GPV au Mirail, à Empalot et ailleurs, c'est fait pour éloigner les plus pauvres de la ville : ces terrains valent aujourd'hui des fortunes pour les projets immobiliers. Comme le dit une femme du quartier pour parler des destructions du GPV au Mirail *"on vit sur une mine d'or, on ne le savait pas, mais on ne partira pas !"*. Et puis on a bien vu aussi que sur place, là où on est, où on vit, on peut modifier des choses. Il y a quelques années, le discours général c'était de dire *"le quartier est pourri, il n'y a rien à faire, il faut le fuir"*. Aujourd'hui, le bilan des batailles comme celles sur les écoles à Reynerie pour défendre les enfants, ou celle pour arrêter l'encerclement du quartier par les CRS (qui ne faisait que provoquer une guerre entre police et jeunes), montre bien qu'en prenant ces

points en main, on peut transformer la situation, le réel, pour tous.

6) Discutons de ces points : le logement n'est pas qu'une affaire individuelle surtout quand on voit que la ville devient de plus en plus réservée, pensée et organisée pour les plus riches, et quand les "décideurs" prévoient où nous devons vivre et comment !

- **Aucune famille ou individu ne doit être laissé à la rue !**
- **Aucune famille ou individu ne doit être déplacé de son quartier si ce n'est pas son choix !**
- **Aucun "logement de fortune" ne doit être détruit si c'est pour laisser les gens à la rue !**
- **Aucune personne, quel que soit son mode de vie, ne doit être mise à la rue !**
- **Les logements viables ne doivent plus être détruits comme ils le sont avec le GPV tant qu'il manque des logements sur Toulouse !**
- **Parler de la ville et de son organisation, c'est parler des gens et de leur vie, dans le respect de chacun, et non parler du béton ou parler pour quelques uns !**

A chacun de dire ce qu'il pense de cette situation ; on peut travailler ensemble pour ouvrir à d'autres possibles, où chacun compte et est respecté.

*Texte collectif, issu de réunions de travail*



## **Quelques éléments de réflexion à propos de la polémique sur la place de l'islam et des musulmans en France**

*Les points suivants sont issus d'une discussion pour dégager des éléments de pensée permettant de s'extraire du faux débat pour/contre l'islam en France.*

### **Partir des gens, et non de l'Etat :**

*Chérif :*

Il faut partir des gens, pas de ce que dit l'état. Par exemple, sur la question du voile, de la djellaba, de l'habillement en général, il faut bien comprendre qu'on s'habille d'abord pour soi-même, pour être bien. On met certains vêtements parce qu'ils nous plaisent, qu'on se sent bien dedans. C'est pareil pour tout le monde, c'est juste le style des vêtements qui change.

Les femmes ne portent pas le foulard pour choquer ou pour s'afficher, elles le portent parce qu'elles se plaisent avec et se sentent bien comme ça. Moi, par exemple, pour l'Aïd, je mets une belle djellaba blanche, ça fait partie du plaisir de la fête, du charme de ce jour-là, comme on s'habille bien pour un mariage, ou les catholiques pour la messe etc.... Ca correspond à quelque chose pour la personne, ce n'est pas du tout pensé comme une provocation, c'est intime, pour soi, pas pour l'autre. Après, la campagne de

l'état là-dessus donne à ça un sens que les gens n'y mettent pas à l'origine.

*Jean-Louis :*

Il faut remettre les choses à l'endroit ; C'est important comme le propose Chérif de partir des gens eux-mêmes et non de leur catégorisation. Pour revenir à la question des « signes religieux », si je prends l'exemple de la kippa, c'est bien un élément d'identité de la personne, pour elle-même, puisque la religion juive n'est pas prosélyte, les juifs ne prospectent pas pour rallier d'autres gens à leur religion. C'est donc bien un signe pour soi, et non pour les autres.

***La laïcité, c'est la neutralité de l'espace public, pas la neutralité des individus !***

*Luc :*

Pour moi, le vêtement, c'est simplement une façon d'exprimer ce qu'on est dans l'espace public. Il ne s'agit pas du tout d'une provocation. Ce qui en fait la provocation, c'est que l'état ne le tolère pas.

En fait, quand l'état parle de la laïcité, c'est pour demander aux gens d'être neutres, eux, alors que c'est à l'espace public d'être neutre. Le vêtement est une forme d'expression, et interdire certains habits est une atteinte à la liberté d'expression. La loi de 1905 de séparation entre l'église et l'état stipule que les représentants de l'état sont tenus d'être neutres dans l'espace public, pas que le public est tenu d'être neutre !

*Marcel :*

Je voudrais revenir sur la notion de laïcité, telle qu'elle est maniée par l'état. La laïcité, à l'origine, c'est la neutralité de l'état, l'égalité des religions. Mais aujourd'hui, la laïcité devient une nouvelle religion, la religion républicaine, à laquelle chacun est sommé d'adhérer.

Et au nom de la laïcité, un certain nombre de personnes sont extraites de la république, mises à l'écart, parce que déclarées non conformes au modèle républicain. Pour moi, c'est le contraire d'une démarche républicaine, car à l'origine, l'esprit de la loi sur la laïcité était d'intégrer tout le monde dans la république, pas d'exclure une partie des gens.

Avec la sacralisation de la laïcité, on assiste à la naissance d'une nouvelle religion, sans dieu.

***C'est à nous de montrer qui on est, de remettre les choses à leur vraie place :***

*Zoubida :*

Ce qui était de l'ordre de la mode, l'habillement, est passé dans le domaine de la politique, et devient un élément d'identification ethnique. Quand j'entends ce mot « musulman », je ne me reconnais pas dans ce qu'ils y mettent, et je ne sais

plus comment m'appeler ! On veut nous faire croire que les musulmans sont toujours dans la provocation. Ils mettent leur propre définition derrière le mot « musulman », alors que ce n'est pas ça du tout, mais c'est à nous de remettre les choses à leur place, de nous montrer comme on est, et de montrer qui on est, c'est-à-dire avant tout des gens de France. Musulman ou non, religieux ou non, on est tous du pays, et c'est à nous de faire que le pays se transforme avec nous, et non contre nous.

***Notre liberté, c'est nous qui en avons la clé, pas l'état !***

*Brigitte :*

C'est au nom de la libération de la femme, du respect de ses droits, que l'état s'oppose au port du foulard. Or, c'est souvent une décision de la femme elle-même, à laquelle parfois le mari est opposé. Dans ce cas-là, où est le respect de la femme ?

Par ailleurs, on sait bien que la libération vient de l'intérieur, sinon c'est en général une oppression qui en remplace une autre. L'inégalité entre les sexes se joue à tous les niveaux, dans tous les domaines, ce n'est pas une affaire de vêtement, de nationalité ou de religion. Il suffit de voir les statistiques sur les femmes battues, qui concernent tous les milieux.

Je trouve même que tout ce matraquage sur l'état "protecteur" de la femme renforce l'idée de la faiblesse et de l'infériorité des femmes, qui seraient incapables de faire leurs propres choix, et de les assumer. Ça crée un effet de radicalisation chez certaines femmes, qui se sentent méprisées, infériorisées et renvoient

l'image d'intégristes religieuses que l'état leur colle. On trouve le même phénomène chez certains jeunes. Réduire ainsi l'identité d'une personne à sa pratique religieuse, je n'appelle pas ça une libération, mais un enfermement. Mais en même temps, on n'est pas obligé de rentrer dans la case que l'état nous désigne, et quand on ose faire ainsi un pas de côté, c'est l'état qui est déstabilisé, comme cela s'est passé avec les mamans du quartier pendant la bataille sur le RASED.

***On n'a pas de temps à perdre dans une guerre de religion.***

*Cherif :*

Pour moi, toute cette polémique c'est aussi une façon de détourner l'attention des gens des vrais problèmes. A chaque moment-clé, quand la réalité des gens surgit trop fort (les licenciements, les usines qui ferment, les gens à la rue, et..) l'état sort quelque chose : un jour l'islam, un autre les fraudeurs, un autre jour encore autre chose... pour empêcher les gens de penser et de prendre les choses en main.

Chaque jour, on entend qu'une usine ferme, malgré les bénéfices. Alors pourquoi les soi-disant experts ne s'occupent-ils pas de ça, de réfléchir à comment faire pour que les usines ne ferment pas ? Les fruits du pays vont ailleurs, les gens du pays n'en profitent pas. C'est là-dessus qu'ils doivent réfléchir, au lieu de nous faire perdre notre temps à créer une nouvelle guerre de religion.

On n'a pas de temps à perdre. Les experts ne sont pas là pour nous, pas la peine

d'attendre après eux. C'est aux gens eux-mêmes à réfléchir, à réclamer. Si on ne dit rien, si on laisse faire, c'est notre faute, l'état est tranquille

***Ce qui compte, c'est la situation faite à tous les habitants du pays ; c'est là-dessus qu'il faut se prononcer.***

*Jean-Louis :*

Le débat en cours fait qu'on se retrouve coincé entre religieux ou anti-religieux. On est sommés de se prononcer là-dessus. C'est une fausse question. Ce que devient le pays : les licenciements massifs, la misère, la perte des droits, etc... ne peut pas se traiter à la lumière de cette opposition. Il faut passer à autre chose. Ce qui compte, ce n'est pas ce que tu crois ou pas -ça c'est personnel-, mais la situation qui est faite aux gens, à tous les habitants du pays, et comment tu te positionnes face à ça.

On voit bien que dès qu'on réfléchit un peu sainement, à partir de principes pour tous, en partant des gens, de ce qu'on veut, les discours de l'état se dégonflent, perdent toute véracité. Encore faut-il le faire, le dire, le faire savoir.

***Et faire ça, c'est déjà un grand pas, parce que cela permet d'ouvrir la porte à des idées et des pratiques nouvelles, puisque pensées en dehors du cadre imposé par l'état et ses experts de tout poil.***

*Texte mis en forme par Brigitte.*



---

## **Pourquoi j'ai honte d'être français**

---

Je suis défini par d'autres comme un français de souche. Or la dernière fois que quelqu'un d'autre m'a expliqué ce qu'est être français, je me suis senti étranger.

Je me présente. Je suis français. Jusqu'à peu, je n'en retirai aucune fierté particulière ni aucune honte. **Je n'ai jamais eu besoin de répondre à des injonctions d'être fier d'être français pour prouver que je suis français.** Français de souche ou Français d'origine, ça n'existe pas. Il n'y a que des français. Je suis Français comme d'autres sont Péruviens ou Marocains par exemple.

Mon identité n'a pas à être définie par d'autres ni à coller à un modèle étatique. Mon identité est complexe. Elle ne se limite ni à ma couleur de peau, ni à une appartenance religieuse ou son absence, ni à une appartenance sociale ou au métier que j'exerce. Je reconnais, bien-sûr, que tout cela fait partie de mon identité mais pas seulement. Je me présente par mon prénom car j'ai un nom. Je suis une personne irremplaçable car unique. Par conséquent, je refuse qu'un autre quel qu'il soit me dise qui je suis ou me représente.

J'ai grandi avec l'école de la république. Dans ce sens, je peux dire que je suis un enfant de la république. J'ai donc grandi

avec l'idéal de «Liberté, Egalité, Fraternité» et la belle idée que « **tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits** ». Mais, la France n'est pas le pays des droits de l'homme. Tous ceux qui y vivent ne peuvent circuler librement et ne sont ni libres ni égaux en dignité et en droits.

Aujourd'hui, nous apprenons l'égalité des chances et l'équité. Ces idées ont conquis toutes les sensibilités politiques et syndicales. Nous sommes bien loin de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Avec l'égalité des chances, nous disposons tous d'un même nombre de tickets de loterie. L'Etat tire au sort les plus méritants. L'idée théorique est que nous partons tous de la même

ligne de départ. Dans le réel, la ligne de départ est différente pour chacun d'entre nous. Seuls les méritants sont reconnus. Les non-méritants sont abandonnés. L'Egalité des chances est un tri des gens par l'Etat. En effet, où il y a égalité, il n'y a pas besoin de chances et chacun compte.

Quand il est question de chances, il n'y a pas d'Egalité et la vie d'une partie des habitants du pays ne compte plus. Avec l'équité, le plus méritant, désigné par l'Etat, prend possession de la plus grosse part ou

---

“ L'Egalité a donc été remplacée par l'équité et tous ceux qui vivent dans le pays ne sont ni égaux en dignité ni en droits. “

---



bénéficie de privilèges. L'équité n'est pas l'Égalité. ***L'Égalité a donc été remplacée par l'équité et tous ceux qui vivent dans le pays ne sont ni égaux en dignité ni en droits.***

De fait, la Fraternité, nécessaire au respect de la dignité de chacun, n'a plus sa place dans la société française. La Fraternité a été remplacée par le mérite. Je suis français et je n'ai rien fait pour le mériter. Ce sont les circonstances qui font que j'ai hérité de cette nationalité. Pourquoi des candidats à la nationalité française devraient-ils faire quelque-chose pour mériter d'être français ? Leurs motivations devraient suffire.

Dans le langage de l'Etat, je ne suis pas la diversité. La diversité, c'est l'autre à qui l'on demande encore et encore de s'intégrer, qu'il fasse la preuve de son intégration, gomme une partie de son identité. C'est aussi l'autre dont l'Etat définit l'identité. Par exemple, il y a la variété française et les musiques du monde comme si la chanson française ne faisait pas partie du Monde.

Dans mon quartier, aux feux rouges, des femmes et des hommes, Roms, travaillent. Ils lavent des pare-brises. D'autres, dans ma rue, recyclent nos déchets. Ils vivent ici. Citoyens Européens, ils font partie du pays. Ils tentent de survivre avec leurs familles. Ils font preuve de courage et de dignité. Alors pourquoi ce peuple est-il traité avec des méthodes dignes d'un apartheid ? Je ne sais pas par quel concept «Liberté» pourrait-être remplacé. Cette pensée m'est insupportable. Peut-être par l'exception qui confirme la règle. Il s'agit d'une règle commune. Or l'exception supprime la règle commune comme les lois d'exception (CESEDA, loi de rétention de sûreté, Llopsi), en vigueur en France, suppriment le

Droit et légitimement l'arbitraire. Le procédé consiste à répondre à une problématique jugée prioritaire en ciblant une population parmi les habitants du pays. La population ciblée est, alors, exclue du droit commun et doit obéir à des lois spécifiques. La loi CESEDA, par exemple, permet l'enfermement arbitraire sans jugement, sur décision administrative, d'hommes, de femmes, d'enfants. Elle écarte, même, l'idée de justice. Elle crée une discrimination. Comment peut-on être fier de poser les bases d'une société de ségrégation ?

Pour cela, nul besoin d'être haineux. Nul besoin d'être raciste, xénophobe, homophobe, islamophobe, antisémite ou misogyne, il suffit de faire preuve de pragmatisme et de « bon sens ». Certes, le ministère de l'immigration n'existe plus. Il a fusionné avec le ministère de l'intérieur et le mot « immigration » a disparu de son intitulé. Pourtant, les lois d'exception continuent d'être normalement appliquées et l'exception d'être normalisée. Je ne peux, donc, pas être fier d'être français et continue, normalement, d'avoir honte. La démocratie n'est-elle que la voix du plus grand nombre ? N'est-elle pas, d'abord, un système visant au respect des plus pauvres, des plus fragiles ? N'est-elle pas au service d'un intérêt commun ?

***C'est pourquoi, je ne propose pas l'indignation. Je ne propose pas de résister. Je ne propose pas le changement.***

***Je propose un projet porteur d'espoir où la vie de chacun compte. Je propose de construire le pays pour tous.***

Luc



---

## **Céder à "l'Union Nationale" autour de Hollande, ou travailler à un Pays pour Tous ?**

---

**1°) Après quelques mois de gouvernement Hollande/Valls**, les choses ont au moins l'avantage d'être claires : **sur le fond, rien ne bouge, les lois restent les mêmes, les cibles restent les mêmes : les plus pauvres, les plus précaires, les jeunes.**

En même temps, le gouvernement met en place toutes ses mesures de rigueur, tout en se méfiant de ce qui pourrait avoir lieu du côté des gens contre sa politique (comme en Espagne, au Portugal ou en Grèce). C'est pour cela que Valls est là : pour tenir la police prête à soutenir le gouvernement si les temps deviennent difficiles pour lui.

**2°) Les mêmes ficelles que du temps de Sarkozy sont déployées pour enfumer les pensées** : l'Etat catégorise et oppose toujours les gens : les "immigrés", "les musulmans", les "quartiers sensibles", "les jeunes de banlieues ou de cités", "les femmes voilées" etc.. et les autres, "les normaux".

Seule nouveauté, "l'identité nationale" est reprise par le PS et les médias, à la sauce laïque anti-musulmane.

Drôle d'Etat qui se fixe comme objectif principal la surveillance des croyances des gens alors que les usines ferment comme jamais, les plans sociaux se multiplient, des gens sont à la rue sans logements, des familles voient détruire leurs logements de fortune et toutes leurs affaires, d'autres sont pourchassés car on leur refuse les papiers ou on les leur enlève, des jeunes sont sans avenir positif etc...

**3°) Le seul changement notable est dans la forme.** Là où Sarkozy aboyait, Hollande est "raisonneur". Sarkozy c'est le discours de Grenoble où il affiche sa prétention à fixer, lui, qui fait partie du pays, et qui doit en être exclu, chassé et persécuté pour le bien des autres.

Hollande, lui, n'a pas prétention à fixer lui-même qui fait ou non partie du pays, qui doit être ou non reconnu ou persécuté par les lois et la police. Non, c'est plus subtil, plus politicien : le PS, la presse, certaines associations tracent un cercle Républicain, laïque, et moraliste ; tous ceux qui ne s'y trouvent pas encore sont appelés à y rentrer, et si ils ne le font pas, il est "normal" que les foudres de l'Etat leur tombent dessus !

Les premiers à en faire l'expérience, ce sont les Roms, les habitants de campements de fortune, que la police de Hollande maltraite comme elle le faisait déjà sous le règne de Sarkozy. Ceux qui suivent, sont "les musulmans" présentés comme un groupe homogène où les gens eux-mêmes n'existent pas car fondus dans un grand chaudron qui les rendrait tous pareils ! A y regarder de près, (si on veut vraiment y regarder, et ne pas se raconter d'histoires), ceux que Sarkozy avait désignés comme des ennemis à maltraiter dans son discours de Grenoble sont les mêmes que Hollande montre comme ne voulant pas ou ne pouvant pas être de son cercle républicain, laïc et moraliste.

Et dans la foulée, on a Valls qui a prétention d'expliquer et d'imposer qu'il est interdit de manifester contre un "Etat allié" ; ainsi, il prévient toute manifestation qui pourrait avoir lieu contre les guerres américaines, anglaises ou françaises de par le monde !

**C'est cela l'union nationale : faire accepter aux gens les pires choses pour eux-mêmes ou contre d'autres au nom d'un "intérêt supérieur" que fixe l'Etat,** et qui rendrait inévitable et normal ce qui se passe ( les licenciements, les guerres, les

persécutions, les campements détruits et les gens dans la misère...).

**4°) Ne pas céder à "l'union nationale" de Hollande c'est possible.**

**Il s'agit de déjà décider soi-même ce que l'on trouve juste ou non, si le droit doit être pour tous, si chacun compte et doit être respecté.**

Chaque personne est comme elle est : elle a sa vie, ses origines, ses croyances ou non...cela regarde chacun. Or, tout est fait pour que l'on se constitue d'un point de vue "identitaire" (origines, religions ou autres, et chacun contre les autres ) de manière à ce que l'on soit incapable de traiter le réel, tel que nous pouvons le vivre, le penser et le transformer.

**Il est possible de travailler pour tous, d'affirmer la volonté de faire vivre un pays pour tous, où chacun compte, ou les droits sont pour tous et non transformés en privilèges pour certains.**

C'est ce travail que certains mènent déjà, et chacun peut en être s'il le décide.

Jean-Louis

## POUR SE RENCONTRER :

⇨ NOUS TENONS DES PERMANENCES JURIDIQUES  
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H

⇨ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI  
ET LE MERCREDI 18H, A REYNERIE

⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU  
NOUS ÉCRIRE À : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)

⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou  
<http://www.ouvriersgensdici.net>

---

## **RENDEZ-VOUS PUBLIC, LE SAMEDI 27 OCTOBRE**

**15H, METRO JEANNE D'ARC**

---

Cet appel fait suite à ce qui s'est passé à Marseille où des gens ont décidé d'en chasser d'autres de leur campement.

**Que faire quand l'état est de plus en plus absent, méprisant et violent par rapport à ce qui arrive réellement aux gens ?**

Ce sont les gens qui comptent : il faut penser entre nous, à partir de ce qu'il faut pour tous, et arrêter de penser comme l'Etat.

*Voir le texte complet sur le site*

---

### ~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Il y a toujours un possible du côté des gens..." Page 1 ;*
- ◆ *"Avoir un projet sur la ville..." Page 3 ;*
- ◆ *"Discussion à propos de la polémique sur les musulmans en France" Page 5 ;*
- ◆ *"Pourquoi j'ai honte d'être français" Page 8 ;*
- ◆ *"Céder à l'Union Nationale autour de Hollande ou travailler à un pays pour tous ?" Page 9 ;*
- ◆ *Pour nous contacter Page 11 ;*
- ◆ *Appel à un Rendez-Vous public suite à ce qui s'est passé à Marseille..., Page 12*